

L'impact de notre assiette: exigeons mieux

suite
au verso



Et si adopter une alimentation durable (locale, bas carbone, de saison, dans le respect des travailleur.euses la produisant)¹ n'était pas qu'une affaire de choix personnels... mais un **enjeu de souveraineté alimentaire, de justice sociale et de transformation collective** ?

Système alimentaire, faits saillants

Dans l'arrondissement, les **besoins alimentaires** explosent :

- En 2024, Moisson Montréal a comptabilisé **22 474 personnes** ayant bénéficié de dépannages alimentaires dans l'ensemble de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville².
- Cette augmentation s'explique en partie par l'inflation, qui fait flamber les prix des logements et de l'alimentation.

Malgré une production suffisante de denrées alimentaires, près d'un million de demandes d'aide alimentaire sont comptées chaque mois à Montréal, en 2024³.

Alors pourquoi des centaines de personnes ont faim ou peinent à se nourrir sainement ? Parce que notre système alimentaire maintient une dépendance aux **produits importés**, à la **logique de profit tout en renforçant les inégalités sociales, sans respecter la biodiversité ni ses limites**.

- La **souveraineté alimentaire**, c'est le droit des communautés à décider de leur alimentation : ce qu'elles produisent, consomment, échangent, dans le respect de l'environnement, de la culture et des besoins locaux.
- Ce **droit est aujourd'hui inaccessible pour une large partie de la population** (*personnes précaires, isolées ou nouvellement arrivées...*).



Quelques initiatives locales autour de l'alimentation:

[FEEDback Ahuntsic-Cartierville](#)

[Marché Ahuntsic-Cartierville \(MAC\)](#)

[SNAC](#)

[Ferme de rue](#)

[Popote roulante d'Ahuntsic](#)

[L'œuvre des Samaritains](#)

[Collectif d'achats de Youville](#)

[La Maison du Monde](#)

[La Corbeille](#)

Les jardins de Ville en vert et son programme Cultures solidaires : [Ville en vert](#)

Quelques pistes de leviers collectifs ...

- **S'informer et renforcer l'information sur les impacts cachés** des aliments exotiques ou transformés en épicerie et dans les lieux publics de restauration (origine, conditions de production, droits humains, déforestation...)⁴.
- Participer aux **projets d'agriculture urbaine et jardins collectifs** portés par des organismes locaux pour renforcer les circuits courts et la biodiversité urbaine⁵.

- **Soutenir les initiatives communautaires et les politiques publiques** garantissant le droit à une alimentation saine et digne.
- **Subventionner les aliments locaux et peu transformés** pour les rendre plus abordables que les produits transformés ou importés⁶.
- **Taxer ou réglementer les produits à fort impact climatique** (viande rouge, emballages à usage unique) comme on l'a déjà fait avec le tabac!
- **Développer des circuits courts en milieux urbains** (marchés de quartier, frigos partagés, épiceries communautaires ou solidaires, fermes urbaines...) dans les déserts alimentaires⁷.
- **Réduire le gaspillage alimentaire** à toutes les étapes : production, distribution, consommation⁸.
- Soutenir la **conversion des serres** vers la production alimentaire⁹.



Le vrai prix de cet avocat biologique

Sonia, David et Karim parlent d'un BBQ annulé à cause d'une vague de chaleur. Le sujet dévie sur : qu'est-ce qu'on mange ? À quel prix ? Et quel coût pour la planète ? Ensemble, ils et elle se demandent si les options disponibles n'amplifient pas la crise climatique. Avoir une alimentation «durable» dépend des options disponibles et accessibles, à proximité.

David : Je m'étais jamais dit que mon lunch pouvait générer autant d'émissions de GES... mais entre les plats préparés, la viande rouge, les produits venus de loin... ça chiffre vite ! Un steak de 300 grammes peut nécessiter jusqu'à 4 500 litres d'eau ! Entre l'eau utilisée pour faire pousser de quoi nourrir un bœuf, son entretien et ce qu'il boit... Et la plupart des serres ici servent à faire pousser des fleurs et du weed. Pas à nourrir le monde ! ?

Karim : Un simple lunch peut coûter des tonnes de CO2 ! Quand je consomme une guacamole, mon avocat vient du Mexique, mes tomates d'Espagne, puis y'a le transport derrière tout ça.... Même bio, mes mangues viennent du Pérou. C'est juste la peau de ma mangue qui est verte finalement.

David : Ouais, ça va plus loin que juste le choix entre une alimentation végétarienne ou non. Ce qui compte, c'est pas juste ce que tu manges, c'est quelles autres options on nous propose à la place du suremballage et des grandes chaînes d'approvisionnement. Moi à la belle saison je fais mon épicerie au marché public de Sauvé : c'est pas toujours bio ni local, mais c'est ce que je peux me permettre. Et ça ne vient pas de l'autre bout du monde en avion. Les tomates viennent parfois du jardin Au courant juste l'autre côté de la rue Sauvé L'origine des produits, les méthodes de culture, tout ça, ça pèse lourd.

Sonia : Je pensais que j'avais fait un bon choix avec mon steak végé... jusqu'à ce que je lise qu'il est fait avec du soya importé du Brésil. J'essaie de faire mieux, mais j'ai pas le temps d'aller au marché ou de cuisiner toutes les semaines.

↑ **Parce que l'action individuelle ne suffira pas, ces constats appellent des réponses à l'échelle des politiques publiques, de l'aménagement urbain et du commerce de détail.**

Le saviez-vous ?

L'alimentation représente entre 20 et 30 % de l'empreinte carbone individuelle au Québec¹⁰. Les principaux postes d'émissions alimentaires sont :

- **La viande rouge**, particulièrement le bœuf et l'agneau, car ce sont des ruminants et que leur élevage nécessite plus de terres agricoles dédiées à leur alimentation ainsi que des milliers de litres d'eau à chaque kg de viande produit¹¹.
- Les **produits ultra-transformés et importés**, souvent accessibles mais à fort impact environnemental (ex : fraises en hiver...).
- **Le transport, les emballages et la production intensive**, toutes les émissions liées aux transports, à la production de plastique, à un système agro-industriel intensif et fortement dépendant des énergies fossiles. Bref, tout un système agro-industriel dépendant des énergies fossiles !

Mais l'impact n'est pas qu'environnemental, il est aussi économique, social et territorial. Une alimentation «durable» ce n'est pas juste ce qu'on mange : c'est aussi **ce qui est abordable, disponible, visible et adapté au territoire.**

- Dans Ahuntsic-Cartierville, l'accès à une alimentation durable reste inégal : l'offre alimentaire est limitée à de grandes chaînes, les marchés publics sont saisonniers et plusieurs quartiers sont qualifiés de «**déserts alimentaires**».

S'il est important réfléchir à notre consommation individuelle, ce n'est pas juste à chacun·e des faire des choix responsables dans un système qui les restreint. C'est ensemble que nous devons revendiquer une alimentation digne, locale, durable, accessible à tous·tes et adaptée au territoire.

Références

1. Équiterre. 2021. «[Qu'est-ce que l'alimentation durable](#)»
2. Moisson Montréal. 2024.
3. Moisson Montréal. 2024. «[Bilan-Faim](#)»
4. Équiterre. 2021 «[Qu'est-ce que l'alimentation durable](#)»
5. Ville de Montréal. 2025. «[Agriculture urbaine à Ahuntsic-Cartierville](#)»
6. Équiterre. 2021. «[La tendance pour l'achat local profite à des aliments nuisibles à la santé](#)»
7. Vivre en Ville. 2022. «[Nourrir tous les milieux. Trousse d'accompagnement pour la réalisation d'un portrait-diagnostic de l'accès à une saine alimentation](#)»
8. INSPQ. 2025.
9. ACEF du Nord. 2024. Mémoire présenté à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles. «[Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives : une occasion manquée vers plus de justice sociale](#)»
10. Geoffrey Dirat. 2020. Le Devoir. «[L'assiette des Québécois passée au crible climatique](#)» ; Laure Patouillard, Titouan Greffe, Estelle Louineau, Elliot Muller et Cécile Bulle. CIRAIQ. «[Life Cycle Inventory Database for Consumption in Québec - Food Consumption](#)»
11. Éric Robitaille. 2025. INSPQ. «[Étude de la portée : les liens entre les systèmes alimentaires, l'alimentation et les changements climatiques](#)»

Le transport, le premier responsable

suite
au verso



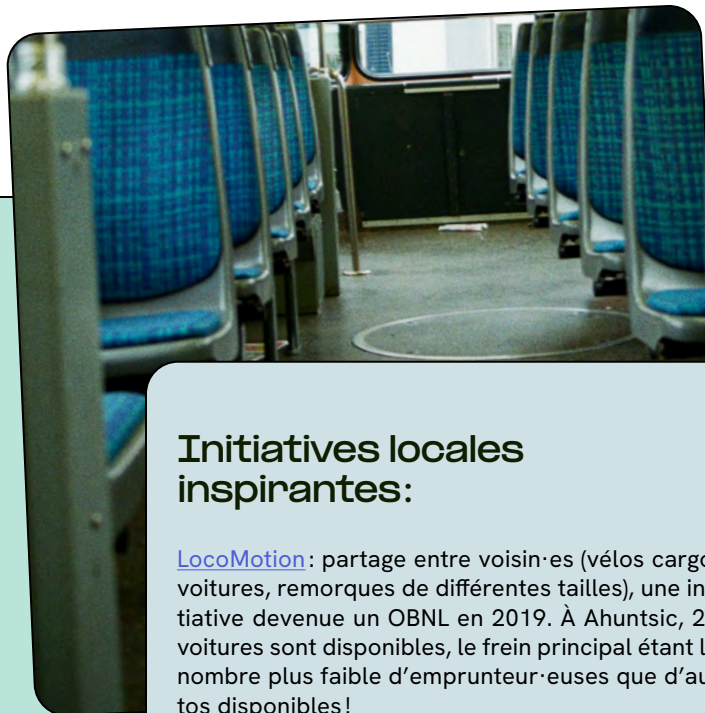
Et si posséder une voiture n'était pas un choix, mais une coûteuse obligation ? Le système de mobilité local reste largement basé sur l'asphalte et les voies routières tandis que les modes de transports collectifs et ferroviaires demeurent sous-développés et sous-financés.

Transports, les faits saillants

À Ahuntsic-Cartierville, plus de la moitié des travailleur·euses utilisent leur voiture personnelle pour se rendre au travail, malgré la présence de transports en commun ou de voies cyclables et piétonnes. **Cette dépendance à l'auto est souvent une nécessité plutôt qu'un choix**, exacerbée par un **aménagement du territoire centré sur la voiture**, une **répartition inégale des infrastructures de mobilité durable** et un **accès limité aux autres modes de transports** selon les quartiers.

L'utilisation de l'auto: un choix par défaut ?

- **52,2 %** des travailleur·euses utilisent leur véhicule pour leurs déplacements domicile-travail tandis que **36 %** des personnes en emploi fréquentent les transports en commun¹.
- En 2021, on comptait environ 58 700 véhicules pour 60 515 ménages : **soit près d'une voiture par ménage** (0.97). Pourtant près de 26 000 personnes vivent seules. Ce décalage met en lumière une forte **dépendance structurelle à l'auto-solo**, qui demeure le principal mode de transport pour une majorité d'adulte².
- Certains secteurs comme Cartierville, Saint-Simon et Fleury Ouest sont éloignés des stations de métro, avec des lignes de bus peu fréquentes ou très achalandées, et des pistes cyclables parfois discontinues ou jugées insuffisantes.
- La plupart des coûts annuels liés à une automobile sont des coûts cachés (entretien, stationnement, assurances). Ils incluent bien plus que le prix d'achat et d'essence et s'élèvent à 7400\$ en moyenne par an⁴.



Initiatives locales inspirantes:

LocoMotion: partage entre voisin·es (vélos cargo, voitures, remorques de différentes tailles), une initiative devenue un OBNL en 2019. À Ahuntsic, 28 voitures sont disponibles, le frein principal étant le nombre plus faible d'emprunteur·euses que d'autos disponibles!

Ahuncycle: groupe citoyen mobilisé pour la sécurité et l'accessibilité à vélo.

Tête de rayon: atelier communautaire de vélos.

L'arrondissement propose des subventions pour le vélo d'hiver, en partenariat avec Solon⁵.

MEAC (Mobilisation environnement Ahuntsic-Cartierville): comptent parmi les groupes agissant pour une mobilité plus inclusive.

Quelques pistes de leviers collectifs ...

- Participer **aux consultations publiques pour défendre des aménagements** réduisant les déplacements motorisés (budget participatif, mémoires aux conseils d'arrondissement, opposition à des projets favorisant l'auto, etc.).
- Encourager **des projets d'écomobilité et de services de mobilité partagée** (en faveur du partage de véhicules entre résident·es, de plus de vélos en libre-service...)
- Encourager **les investissements** dans des offres de transports collectifs, fréquents accessibles et électriques
- Étendre le réseau de **pistes cyclables sécurisées et de mobilité partagée** notamment vers les écoles, les parcs et les services de nécessité.
- Poursuivre et soutenir le **déneigement** des pistes cyclables 4 saisons.
- Revendiquer **l'implantation de BIXI dans les zones moins bien desservies**, là où les besoins sont les plus importants.
- Favoriser **l'organisation de groupes de covoiturage** dans ses milieux de vie!



Trop de routes, pas assez de rails

Est-ce vraiment un choix, quand les bus et pistes cyclables ne passent pas par chez nous ? Sonia, David et Karim discutent de leur réalité en matière de mobilité.

David : J'aimerais me passer de ma voiture, mais entre chez moi et le métro, c'est 45 minutes à pied. Les bus sont rares, bondés, et Communauto Flex n'est même pas dispo ici⁶ !

Karim : Le transport, c'est notre plus grand défi. On parle de choix, mais en réalité c'est surtout une question d'accès. Même à vélo, je suis limité. Et j'ai appris que les transports, c'est 43,3 % des émissions du Québec⁷. Puis 74,6 % de ça, concerne juste les transports routiers (voitures, camions, autobus)⁸ !

Sonia : Du vélo pour aller à la garderie... avec deux enfants... en hiver ? Sans pistes déneigées ni trottoirs praticables⁹ ? À Cartierville, les pistes 4 saisons sont quasi inexistantes. Avant de faire la morale, faudrait déjà rendre ces options disponibles.

David : Je ne suis pas contre prendre le bus, c'est juste qu'avec un itinéraire de 2 heures avec 4 bus, ça mène juste à de « l'auto-subie ». Et les camions, le transport des marchandises ? On parle tout le temps de l'auto-solo, mais c'est tout un système. On continue d'investir dans l'asphalte, pas assez dans les rails !

Sonia : Heureusement l'état des pistes sur la rue Prieur ou Sauriol s'est amélioré, elle inspire presque autant confiance que celles du REV¹⁰. Puis les bixi ? Y'en a plus dans Villeray que dans tout Cartierville¹¹... Heureusement, il y a de beaux projets comme LocoMotion, qui facilitent le partage d'équipements avec les vélos cargos par exemple ! Ça, c'est vraiment pratique avec les kids.

Karim : Exact, et si on veut réduire les GES pour vrai, faut investir au plus tôt dans le transport collectif, actif et accessible. Sinon, ce seront toujours les mêmes qui en payeront le prix : en gaz, en temps ou en impactant le climat. Ah tiens David, j'ai repéré un trajet pour toi, avec juste un bus et un métro !

David : Regarde, je vais essayer ce nouvel itinéraire... t'en entendas jaser si j'y suis pris 2 heures au complet !

Sonia : La vérité, c'est que la mobilité durable reste un privilège. Si t'es isolé·e, ou à mobilité réduite, ou juste que t'as des enfants, t'as moins accès aux alternatives. Pas faute de volonté, c'est un problème d'aménagement du territoire.

Le saviez-vous ?

- Pour réduire les émissions, il importe de soutenir un **investissement massif dans les infrastructures** de transport collectif, actif et accessible à toutes et tous.
- Les **pistes cyclables 4 saisons** (REV, Sauriol, Prieur) ont permis de **doubler le nombre de cyclistes en hiver**, avec 53 % des cyclistes les ayant utilisées en 2022¹².
- Avec ses actions en matière de mobilité et d'aménagement urbain, l'arrondissement s'inscrit dans la vision de la Ville de Montréal, qui prône des quartiers « à échelle humaine » fondés sur l'idée d'**hyperproximité** : c'est-à-dire la possibilité d'accéder aux commerces, écoles, loisirs et services essentiels en moins de **15 minutes à pied ou à vélo**¹³.

Ça donnerait quoi, une mobilité juste et plus sobre ?

- Un arrondissement où **chaque quartier est desservi** par un bus ou tramway avec une desserte fiable, le matin et le soir !
- Des **trottoirs larges**, bordés d'arbres, permettant une **mobilité inclusive** pensée pour les personnes à mobilité réduite, les familles, les aîné·es.
- Un **réseau cyclable 4 saisons**, sécuritaire pour les jeunes et accessible aux aîné·es, reliant les lieux de vie du quotidien.

Pour **sortir de cette norme de la dépendance à l'auto-solo**, un changement de cap doit être réalisé. Il nous faudra bien plus que des incitatifs !

Repenser l'**aménagement urbain**, investir pour renforcer et diversifier l'offre, réglementer et surtout, **écouter les voix de celles et ceux qui n'ont pas le choix**. C'est une question de justice sociale et climatique !

Références

1. Ville de Montréal. 2019. «[Profil économique - Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville](#)» ; CÉRSÉ. 2023. «[Rapport Mobilité de Quartier](#)»
2. À noter que les données du recensement de 2021 concernant la circonscription électorale fédérale de l'arrondissement, dont les limites diffèrent de celles de l'arrondissement. Les données du nombre de ménages proviennent d'un calcul effectué par l'équipe du Wiki des Possibles (basé sur le territoire administratif). Wiki des Possibles. «[Données utiles pour comprendre nos quartiers](#)» ; Gouvernement du Canada, Statistique Canada. 2022. «[Tableau de profil, Profil du recensement, Recensement de la population de 2021](#)».
3. CÉRSÉ. 2023. «[Rapport Mobilité de Quartier](#)»
4. AutoHebdo.Net. 2024. «[Indice Des Prix AutoHebdo Juin 2024](#)»
5. Ville de Montréal. «[Subvention pour rouler en vélo l'hiver](#)»
6. CÉRSÉ. 2023. «[Rapport Mobilité de Quartier](#)»
7. Bureau de transition écologique et de la résilience (BTER). 2023. «[Inventaire 2022 des émissions de GES de la collectivité montréalaise](#)».
8. Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs. 2024. «[Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2022 et leur évolution depuis 1990](#)» page 9.
9. Ville de Montréal. «[Réseau cyclable de la Ville de Montréal](#)».
10. CÉRSÉ. 2023. «[Rapport Mobilité de Quartier](#)»
11. Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. 2019. «[Plan local de déplacements \(PLD\) d'Ahuntsic-Cartierville](#)» ; CLIC-BC. 2019. «[Portrait diagnostic 2018-2019 Bordeaux-Cartierville](#)».
12. CÉRSÉ. 2023. «[Rapport Mobilité de Quartier](#)»
13. Stéphane Baillargeon. 2025. Le Devoir. «[Y a-t-il des «villes 15 minutes» au Québec ?](#)»

Un logement décent pour tous·tes... ou un logement tout court?

suite
au verso



Se loger est un droit fondamental. Pourtant, à Montréal comme ailleurs, l'accès à un logement salubre, écoénergétique et adapté à la réalité de ses occupant·es demeure profondément inégal.

Les bâtiments résidentiels sont l'une des principales sources d'émissions de gaz à effet de serre, en raison du **chauffage à gaz**, de l'**isolation** déficiente, **des appareils énergivores** et de l'**impact écologique de la construction**. Or ce sont **les personnes qui sont les moins responsables de la crise climatique** (les ménages à faibles revenus, les locataires, les familles monoparentales) qui en subissent les conséquences les plus directes.



Logement, faits saillants

Dans Ahuntsic-Cartierville, certain·es résident·es sont à la fois plus exposé·es aux effets de la crise climatique (îlots de chaleur, insalubrité, humidité) et moins capables d'agir sur leur environnement résidentiel. Si elles ne tiennent pas compte de la précarité en matière de logement, les politiques de rénovation énergétique, bien qu'essentielles, risquent d'aggraver les inégalités: rénovictions, hausse opaque des loyers ou l'enjeu de se chauffer sans s'endetter¹.

- En 2023, le **coût moyen d'un 4 1/2 est de 1 597 \$ par mois**, soit plus de 35% du revenu médian des locataires².
- **61 % des ménages sont locataires**, tandis que 39 % sont propriétaires³.
- **11 % des logements sont surpeuplés**⁴ notamment dans les quartiers à faibles revenus (Saint-Benoît, Saint-Sulpice, Saint-Simon et Sault-au-Récollet), ou encore soumis à de l'insalubrité (zone de revitalisation intégrée (RUI) Laurentien-Grenet à Cartierville)⁵.
- Près de **20 % des familles sont monoparentales**, avec un écart de revenus de 33 000 \$ par an comparé aux familles biparentales.

À Ahuntsic-Cartierville les émissions liées au bâtiment résidentiel sont déterminées par :

- le type de **chauffage** (surtout au gaz « naturel »). Le chauffage à combustion est encore répandu, bien que la Ville de Montréal ait adopté des mesures pour interdire les appareils de chauffage à combustion dans les nouveaux bâtiments⁶.
- la consommation d'**énergies fossiles** (électroménager, chauffage, eau chaude, etc.).
- et de la **taille des logements** (plus un logement est grand, plus il est énergivore).

Une transition énergétique juste doit inclure celles et ceux qui en ont le plus besoin. Ces réalités doivent être au cœur **des politiques publiques d'aménagement du territoire, de logement et de lutte contre la catastrophe climatique**.

Quelques pistes de leviers collectifs ...

À la portée des citoyen·nes...

- Soutenir et réclamer le développement de **logements sociaux, communautaires et coopératifs**. S'y impliquer en rejoignant un conseil ou soutenant activement une coopérative et son conseil d'administration!
- Participer aux **consultations publiques** et aux démarches de **gouvernance participative** sur les questions d'habitation (comme l'**Écoquartier Louvain Est** pourvu d'une fiducie d'utilité sociale et d'une gouvernance partagée)⁷.
- **S'informer sur ses droits auprès d'organismes** comme le **CLAC** ou le **FRAPRU**. Ils jouent des rôles cruciaux pour la défense du droit au logement.
- Appuyer des modèles qui **soustraient des logements du marché locatif spéculatif** ou qui favorisent la propriété collective. Des modèles de coopératives d'habitation

existent déjà : à découvrir sur le site de la **FHCQ** ou grâce à la **Liste des logements sociaux et communautaires** de la Ville de Montréal⁸!

- Utiliser et promouvoir l'outil **Registre des Loyers** développé pour freiner les hausses abusives du prix des logements : un registre public serait essentiel pour rééquilibrer le rapport locataire-propriétaire⁹!

... et qui ne peuvent fleurir sans engagement structurels :

- Financer **massivement la rénovation énergétique du parc locatif existant**, en priorisant les secteurs les plus vulnérables et les logements les plus vétustes.
- Développer et diffuser un outil d'**analyse du cycle de vie des bâtiments** (incluant la fabrication, les impacts des matériaux, la consommation énergétique à l'usage, la fin de vie avec la démolition, le réemploi des matériaux et leur recyclage).

- Encadrer les « **rénovictions** » et exiger une **analyse d'impact social** pour toute rénovation subventionnée, afin d'éviter l'expulsion abusive des locataires¹⁰.
- Créer un programme d'adaptation climatique juste pour les logements locatifs, incluant des critères d'équité et de participation citoyenne.
- Assurer un suivi public des engagements : part de logements rénovés, respect des normes, baisse des émissions, etc.
- Élargir l'offre des **subventions ciblées** : isolation, remplacement des systèmes de chauffage, etc.
- Se doter de **normes ambitieuses sur les bâtiments neufs** (performance énergétique minimale, interdiction des systèmes de chauffage à combustion, ventilation efficace, etc.).



Trois voix, trois réalités contrastées

Sonia est locataire, elle vit avec ses deux enfants dans un petit logement mal isolé. Elle représente les 34 % de locataires du quartier qui consacrent plus de 30 % de leur revenu au logement. «*Mon chauffage, c'est au gaz. Chaque hiver, j'apprends la facture. Rénover ? J'ai ni l'argent ni le droit, mon proprio ne veut rien savoir*».

Karim est propriétaire de son logement rénové en écomatériaux. Il représente la minorité qui peut se permettre de profiter des rénovations durables et des aides accordées par les autorités publiques pour cela. «*J'ai eu accès à des subventions, j'ai les moyens... mais ce n'est pas normal que la durabilité soit un privilège. Si on veut réduire les GES, faut que les logements soient pensés pour tous les besoins, dès le départ*».

David est en colocation, dans un immeuble collectif chauffé au gaz. Il représente la réalité des 11 % de personnes en logements surpeuplés, dont des familles n'ayant pas accès à des logements adaptés. «*Mon 4 1/2 est surpeuplé, les fenêtres fuient et j'ai aucun contrôle sur le chauffage. Je ne peux juste pas faire ma part. Puis même si le proprio change le système de chauffage, j'ai peur que ça augmente le loyer ou qu'il m'expulse pour rénover !*».

Le saviez-vous?

- Des programmes comme «**Chauffez vert**» offrent un **soutien financier** pour remplacer les systèmes de chauffage au mazout ou au propane par des systèmes utilisant des énergies renouvelables, comme l'électricité¹¹.
- Des modèles de **financement innovants** sont à soutenir, comme le **programme PACE**, qui pourrait être déployé à l'échelle municipale. Ce programme permet aux propriétaires de **financer des rénovations** écoénergétiques (isolation, chauffage, ventilation) par un prêt remboursé **via les taxes foncières**, rendant ainsi les travaux financièrement accessibles et viables à long terme¹².
- Le projet «**Chauffer mieux**» outille particulièrement les ménages à faibles revenus ou les petites entreprises. Cet outil oriente les utilisateur·ices vers des solutions de chauffage plus efficaces et économiques selon leur situation et compile les aides financières disponibles. Une façon concrète pour concilier efficacité énergétique et lutte contre la précarité énergétique¹³.

Un logement social et durable, c'est quoi?

Un logement durable est un **habitat accessible financièrement, sain, sobre en énergie et adapté aux besoins de ses occupant·es**.

Trop souvent, les politiques climatiques autour du logement renforcent des dynamiques de marché ou se limitent à des incitatifs techniques pour les propriétaires. Une transition énergétique vraiment juste exigerait plutôt de **redéfinir le logement** non pas comme un bien marchand mais comme **un droit, un commun, garantissant la santé, la dignité et l'adaptation à la crise climatique pour tous·tes**.

Références

- Laurence Simard, Sophie Van Neste, Xavier Leloup. 2025. Ouranos. [«L'équité envers les locataires dans les politiques climatiques Adaptation des logements à la chaleur accablante et rénovations éco-énergétiques»](#)
- Zipplex. 2024. «Prix moyen des logements à Montréal en 2024»
- Solidarité Ahuntsic. 2021. [«Portrait de quartier 2019-2020. Ahuntsic : une communauté en mouvement»](#)
- Note : un logement est considéré comme **surpeuplé** lorsqu'il compte en moyenne **plus d'une personne du ménage par pièce**, seuil utilisé par Statistique Canada pour évaluer le surpeuplement. Gouvernement du Canada, Statistique Canada. 2021. [«Dictionnaire, Recensement de la population, 2021 - Personnes par pièce»](#)
- AMECQ. 2023. [«État des lieux du logement à Ahuntsic-Cartierville»](#)
- Ville de Montréal, 2024. [«Nouveaux bâtiments : interdiction des appareils de chauffage à combustion»](#).
- [L'Écoquartier Louvain Est](#), en cours de développement, prévoit 1000 logements abordables, dont 50 % sociaux, dans un cadre écoresponsable et avec une gouvernance participative.
- Fédération de l'habitation coopérative du Québec. [«Coopératives»](#) ; Ville de Montréal. 2025. [Logements sociaux et communautaires dans l'agglomération de Montréal](#)
- Vivre en Ville. [«Registre des loyers»](#)
- Laurence Simard, Sophie Van Neste, Xavier Leloup. 2025. Ouranos. [«L'équité envers les locataires dans les politiques climatiques Adaptation des logements à la chaleur accablante et rénovations éco-énergétiques»](#)
- Ville de Montréal. 2025. [«Passer des énergies fossiles à l'électricité, une solution plus verte»](#)
- Fonds municipal vert. 2024. [«Libérer le potentiel du financement PACE : un rapport exhaustif sur les règlements canadiens»](#)
- Vivre en Ville. [«Outil de comparaison»](#)

Les aléas climatiques, adaptation et justice climatique

suite
au verso



La crise climatique intensifie les aléas climatiques comme les canicules, les inondations, les précipitations, les vents extrêmes et le smog. Ces phénomènes ne sont pas de simples événements météorologiques : ils affectent nos milieux de vie, notre santé et notre tissu social. Les quartiers où vivent les populations les plus marginalisées sont aussi ceux qui subissent le plus fortement les méfaits de ces aléas climatiques¹.

Ces impacts **sont inégalement répartis et vécus**, ici comme ailleurs². Cela révèle une **injustice climatique structurelle**. Pour y faire face, l'adaptation doit donc être **participative, juste et ancrée localement**, car le **coût de l'inaction climatique est plus élevé que celui de l'action**³.



Aléas climatiques dans Ahuntsic—Cartierville, les faits saillants

Certaines données clés permettent de saisir l'ampleur des bouleversements :

- **Îlots de chaleur urbains (ICU)** : Henri-Bourassa, Saint-Simon, le sud-ouest de Cartierville et les abords de l'autoroute 15 sont fortement minéralisées, peu végétalisées et donc particulièrement exposées. D'ici 2071, les températures pourraient augmenter jusqu'à 4,3 °C dans les zones les plus exposées de l'île de Montréal⁴.
- **Inondations** : Les zones à risque longent en particulier la Rivière-des-Prairies⁵. Contre les risques d'érosion côtière, les ouvrages de protection contre les inondations (OPI) pour protéger les lieux de vie dont 4 651 bâtiments, mais ils demeurent insuffisants face à l'ampleur des risques⁶.
- **Précipitations extrêmes** : La présence de cuvettes urbaines (des zones comme Saint-Sulpice nord, le sud de Gouin⁷), signifie que l'eau peut s'y accumuler facilement, causant des dommages si elles sont mal prises en compte dans les plans d'aménagement.

Mieux comprendre l'injustice climatique :

- En 2022, 30 % des Québécois·es vivaient dans un ICU⁸. Les épisodes de fortes chaleurs augmentent les risques de maladies, de décès et accentuent les inégalités sociales. Les canicules frappent plus fort là où l'asphalte domine.
- Les personnes les moins bien nanties sont 3 à 5 fois plus exposées aux aléas climatiques que les plus aisés⁹.
- Certaines zones de Cartierville cumulent à la fois des hauts niveaux de risques en matière d'ICU et en risques d'inondation¹⁰.

Ces réalités ne sont pas des fatalités : ils sont aggravés par des choix politiques, urbanistiques et économiques. **L'urgence climatique doit être vue et prise en charge comme une urgence sociale !**

Quelques pistes de leviers collectifs ...

Pour faire face aux bouleversements climatiques, il est essentiel de mettre en œuvre et financer des solutions concrètes, structurantes et équitables, dès maintenant.

- **Réduire les causes des bouleversements à la racine** : Moins d'émissions de GES = aléas moins violents et moins fréquents. Sans action sur les causes, les efforts d'adaptation risquent de se heurter à des limites physiques (infrastructures inadéquates, milieux naturels dégradés, etc.) et sociales (injustices renforcées, société divisée, risques d'atteinte à la démocratie, etc.)!
- **Prévoir plutôt que subir avec des mesures transformatrices** : Même si on réduit les émissions, certains bouleversements climatiques sont déjà engagés. Il est donc essentiel d'adapter nos milieux de vie dès maintenant : **intégrer les risques climatiques dans les plans d'urbanisme, cartographier les aléas sur les territoires, aménager des refuges, partager nos vécus pour orienter les décisions politiques.**
- **S'adapter sans renforcer les inégalités** : La transformation de nos milieux de vie doit cibler les milieux vulnérables, reconnaître les iniquités territoriales déjà existantes, **redistribuer équitablement les ressources**. L'adaptation ne peut être socialement neutre. Elle exige un **soutien concret pour les organismes de première ligne une intégration des communautés dans la planification des solutions.**

- **Renforcer les capacités locales** : Les alliances communautaires, syndicales, associatives et citoyennes sont des leviers importants. Elles permettent de co-construire et d'organiser la solidarité et de mettre la pression sur les institutions pour faire advenir des solutions structurantes, justes et pérennes !

Le coût des risques

Une canicule frappe Cartierville. En tant que locataires, Sonia et David se retrouvent chez leur frère Karim, propriétaire d'un logement climatisé, pour échapper à l'air lourd et au smog dû aux feux de forêt. La discussion porte alors sur les enjeux écologiques et sociaux liés aux bouleversements climatiques.

Sonia: Mon proprio refuse de faire les travaux nécessaires pour rafraîchir l'appart ! Et pas question d'investir dans une climatisation qui va me coûter cher, je surveille déjà les factures d'électricité.

David: Chez moi, l'escalier est aussi une fournaise. Mon coloc asthmatique a dû aller chez sa sœur dans l'Ouest-de-l'Île, là-bas c'est vert et tranquille.

Karim: J'ai installé une thermopompe grâce à une subvention. Mais l'adaptation n'est pas qu'une question de climatiseur, nos rues sont pleines d'asphalte, faites pour l'auto et il y a peu d'espaces publics frais accessibles à tout le monde qui ne soient pas des centres d'achats.

Sonia: Bien contente de savoir que les enfants sont à la piscine municipale aujourd'hui. Les personnes âgées de mon immeuble, elles ne sortent pas du tout avec cette vague de chaleur !

David: Cette chaleur n'est pas juste un enjeu météo. Regardez les cartes des inondations et d'îlots de chaleur ! Sur les bords de la rivière, ça va demander beaucoup d'aménagements pour se préparer convenablement... Or ceux qui ont pollué le plus peuvent se payer des solutions individuelles. Les autres, on se débrouille¹¹...

Sonia: Moi je soutiens vraiment les jardins nourriciers, comme ceux aux parc de Salaberry et de Saint-Simon¹²! Avec les enfants on y passe du temps : on goûte, on cueille, on apprend à reconnaître les plantes. Mais ça ne suffit pas, il faut voir les choses en grand pour compenser l'inaction et écouter les populations les plus exposées, comme dans mon quartier !

Karim: J'ai beau avoir une maison, je ne suis pas certain que les aîné-es de ton bloc rentrent tous et toutes dans mon salon Sonia! Pour que ça bouge, il va falloir qu'on se mobilise ensemble. Pourquoi ne pas soumettre nos idées de projets de verdissement au prochain budget participatif¹³?

David: À plusieurs, on peut faire du bruit !

Le saviez-vous?

Les conséquences de l'inaction climatique sont multiples :

- **Sanitaires:** L'impact direct des vagues de chaleur sur la santé publique est tentaculaire. En 2018, plus de 100 décès liés à la canicule ont été recensés à Montréal, surtout dans les ICU¹⁴.
- **Sociales:** Les jeunes enfants, les personnes âgées, en situation d'itinérance, à faibles revenus ou enceintes sont les plus vulnérables. Leur exposition accrue tient à des facteurs sociaux et politiques : logements inadéquats, accès limité aux soins de santé, mobilité réduite. Les personnes pouvant se protéger ou fuir sont les plus privilégiées.
- **Écologiques:** Chaque degré de réchauffement supplémentaire accélère l'extinction de la biodiversité, dégrade les écosystèmes et compromet les services écosystémiques essentiels (*purification de l'air, régulation des températures, etc*). Notre poids sur les limites planétaires a des conséquences majeures et irréversibles.
- **Économiques:** Les coûts de l'inaction s'accumulent : infrastructures endommagées, interruptions d'activités, réparations après des événements extrêmes. Ces pertes représentent un fardeau économique croissant. Pourtant, il y a assez d'argent en circulation pour atténuer l'ampleur des catastrophes à venir : il faut réorienter le budget pour prévenir plutôt que réparer¹⁵!

Des bonnes mesures sont déjà en place dans l'arrondissement :

Le règlement d'urbanisme local encourage le verdissement urbain, la végétalisation des ruelles, l'installation de toitures réfléchissantes et la déminéralisation des stationnements¹⁶. Le Plan stratégique 2022-2025 vise à diminuer l'impact environnemental et la dépendance aux énergies fossiles, à sensibiliser les populations, à bonifier la mobilité et le dynamisme des quartiers. L'extension du REV sur Henri-Bourassa en est un bel exemple.

Une réelle adaptation passe par une réorientation de notre modèle économique, toujours trop dépendant des énergies fossiles. Une véritable adaptation structurelle implique :

- **La décarbonation:** investir pour réduire nos émissions de GES servirait à, notamment, développer les transports collectifs et les rendre abordables.
- **L'autonomie locale:** développer et promouvoir des circuits courts induisant la création d'emplois locaux conscients.
- **Le soutien au local:** prendre soin des solidarités locales et lieux communs exigeant un financement adéquat des organisations qui promulguent des ressources et services essentiels aux populations.

Désinvestir l'argent public des secteurs polluants est une priorité qui relève de l'action publique. **Préserver le climat et prendre soin des liens sociaux est une affaire de choix politiques.**

Références

1. BTER. «[Vulnérabilité aux aléas climatiques de l'agglomération de Montréal](#)».
2. INSPQ. 2021. «[Les aléas affectés par les changements climatiques : effets sur la santé, vulnérabilités et mesures d'adaptation](#)».
3. Vivre en Ville. «[Adaptation aux changements climatiques | Publications](#)»
4. Par rapport à la moyenne pré-industrielle (1850-1900). Ouranos. «[Projections climatiques pour le Québec, horizon 2071](#)»
5. INSPQ. 2021. «[Les aléas affectés par les changements climatiques : effets sur la santé, vulnérabilités et mesures d'adaptation](#)».
6. INSPQ. 2021. «[Les aléas affectés par les changements climatiques : effets sur la santé, vulnérabilités et mesures d'adaptation](#)».
7. BTER. «[Vulnérabilité aux aléas climatiques de l'agglomération de Montréal](#)».
8. Université de Laval, 2022. «[Cartographie de la vulnérabilité aux vagues de chaleur](#)».
9. GIEC, 2022. Résumé pour les décideurs.
10. CMM, 2024. «[Cartographie préliminaire des zones inondables - Version Publique 2024-09-17](#)».
11. Le Devoir. 31 mai 2025. «[Les inégalités climatiques et leurs répercussions économiques](#)».
12. Ville en Vert. «[Jardins nourriciers](#)».
13. Ville de Montréal. «[Budget participatif d'Ahuentsic-Cartierville](#)».
14. Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). 2022. «[Les enjeux régionaux des changements climatiques, par région](#)».
15. IPCC. 2022. «[The evidence is clear: the time for action is now. We can halve emissions by 2030](#)».
16. Réalisons Montréal, Arrondissement d'Ahuentsic-Cartierville. 2024. «[Réflexions sur le règlement d'urbanisme d'Ahuentsic-Cartierville. Faits saillants de la consultation](#)».
17. Projet Montréal. «[Plan stratégique 2022-2025 d'Ahuentsic-Cartierville](#)».